

Au Brésil, l'orpaillage illégal étend son emprise chez les Yanomami

L'orpaillage illégal a connu une avancée record l'an dernier dans la plus grande réserve indigène du Brésil, dans un "climat de terreur permanente", selon un rapport publié le 18 avril 2022.

La zone touchée par le "garimpo", terme brésilien utilisé pour ces mines d'or sauvages, a augmenté de 46% l'an dernier par rapport à 2020 en territoire Yanomami, pour atteindre 3.272 hectares au total.

C'est la plus forte augmentation annuelle depuis le début des relevés, en 2018, selon le rapport de l'association Hutukara Yanomami (Hay).

"Nous vivons le pire moment depuis que cette réserve yanomami a été délimitée et homologuée, il y a 30 ans", dénonce cette association, dans son document de plus de cent pages basé sur des images par satellite et des entretiens avec les populations autochtones.

La réserve Yanomami s'étend sur 9,7 millions d'hectares dans le nord du Brésil, près de la frontière avec le Venezuela, et abrite quelque 29.000 autochtones.

"Au-delà de la déforestation et de la pollution des rivières, l'orpaillage en territoire Yanomami a provoqué une explosion des cas de malaria et d'autres maladies infectieuses", ajoute le rapport, évoquant également "une augmentation effrayante de la violence envers les indigènes", y compris des viols.

La réserve Yanomami au Brésil

Le gouvernement autorise le déploiement de la police dans la réserve indigène contre l'exploitation minière illégale



Source : Association Hutukara Yanomami (HAY)

AFP

La réserve Yanomami au Brésil (AFP/Archives - Tatiana MAGARINOS)

"Les femmes Yanomami voient les orpailleurs comme de terribles menaces", insiste l'association Hay, qui dénonce "un climat de terreur permanente".

Les autorités gouvernementales brésiliennes n'ont pas répondu aux sollicitations de l'AFP pour commenter ce rapport.

Les procureurs fédéraux ont de leur côté déclaré qu'ils enquêteraient sur les allégations du rapport en vue de déposer d'éventuelles accusations criminelles. Ils ont également indiqué avoir déjà déposé un recours le mois dernier afin de contraindre le gouvernement à *"repandre les actions de protection et les opérations de police contre les orpailleurs illégaux dans la réserve Yanomami"*.

L'orpaillage illégal s'est intensifié ces dernières années en Amazonie avec l'envolée du cours de l'or.

Cette activité a causé la déforestation de 125 km² en 2021, une surface supérieure à celle de Paris intra-muros.

Le président d'extrême droite Jair Bolsonaro est accusé par les associations de défense des autochtones de vouloir faire approuver à marche forcée au Parlement des lois visant à autoriser les activités minières dans les territoires autochtones.



Des femmes et enfants Yanomami en septembre 2012 à Irotatheri, dans l'Etat d'Amazonas, à la frontière avec le Brésil (AFP/Archives - LEO RAMIREZ)

Des témoignages cités par le document évoquent les difficultés rencontrées par les populations autochtones se nourrir en raison de la destruction de la forêt tropicale où ils trouvent normalement leurs moyens de subsistance.

Certains se retrouvent donc forcés à travailler dans les mines d'or illégales en échange de repas.

- **"Terribles menaces"**

Les témoignages racontent également que des orpailleurs, souvent liés au crime organisé, demandent à des familles de leur livrer des jeunes filles pour des relations sexuelles contre de la nourriture.

Source : AFP 22/4/11
